

# INTRODUCTION

## **Feres BELGHITH**

Directeur de l'Observatoire national de la vie étudiante

## **Marie-Paule COUTO**

Maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Cresppa-CSU

Chargée de mission d'études et de recherche à l'Observatoire national de la vie étudiante

## **Olivier REY**

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche  
Président du collège scientifique de l'Observatoire national de la vie étudiante

Nous pouvons avoir l'impression de n'avoir plus rien à apprendre de la condition étudiante, depuis trente ans que l'Observatoire national de la vie étudiante mène de grandes enquêtes pour recueillir et analyser les conditions de vie et d'études (Lahire, 1997 ; Gruel, Galland, Houzel, 2009). Que peut-on bien découvrir d'inédit sur la santé, le logement, les parcours, les bourses ou encore la mobilité des étudiants ? Ce serait oublier que le public de l'enseignement supérieur évolue, de même que les institutions qui le composent, et que tous les enjeux qui se dessinent aujourd'hui ne sont pas forcément identiques à ceux d'hier. On discerne ainsi, à travers les résultats de l'enquête Conditions de vie (CDV), des inflexions ou des évolutions significatives, de nature à renouveler nos connaissances et donc notre compréhension de la population étudiante. Comment approcher de façon plus précise la précarité des jeunes étudiantes et étudiants dont on a tant parlé durant la crise sanitaire ? Qu'est-ce que les indicateurs sur la santé mentale nous disent de la situation des étudiants avant et pendant la crise sanitaire ? Pourquoi le logement revient-il de façon de plus en plus centrale dans les situations de difficultés matérielles ? Comment lire les analyses des parcours dans l'enseignement supérieur qui remettent en cause nombre de clichés hérités sur les profils des décrocheurs ou des étudiants aux trajectoires non linéaires ?

Ces quelques exemples d'interrogations, parmi la vingtaine de thématiques sélectionnées lors du travail d'exploitation de l'enquête CDV, illustrent la manière dont les chapitres proposés permettent à la fois d'assurer un regard actualisé sur la condition étudiante et de dégager de nouvelles problématiques pour répondre aux enjeux universitaires actuels.

Cet ouvrage rassemble des contributions de chercheuses et chercheurs de différentes disciplines (sociologues, géographes, psychologues, etc.) autour des résultats de la dernière enquête Conditions de vie des étudiants (CDV 2020). Cette grande enquête triennale sur les conditions de vie et d'étude en France fournit depuis 1994 des données sans équivalent. La dernière édition de cette enquête se distingue des précédentes par le contexte dans lequel elle a été réalisée, justifiant de réactualiser les savoirs sur le rapport aux études, les trajectoires et les modes de vie étudiants. Elle a en effet été administrée à la veille de la crise sanitaire et a été complétée d'un questionnaire *ad hoc* sur les modes de vie des étudiants durant le premier confinement, au printemps 2020 (encadré 1).

## **Encadré 1 : les enquêtes Conditions des étudiants 2020 et La vie d'étudiant confiné**

### *L'enquête Conditions de vie 2020*

La neuvième édition de l'enquête triennale Conditions de vie des étudiants, réalisée entre le 12 mars et le 11 mai 2020, a permis d'interroger près de 100 000 répondants représentatifs de 83 % de la population étudiante en France. L'échantillon initial était composé de 250 000 étudiants tirés au sort, soit 1 étudiant sur 9 en moyenne, inscrits au sein des universités (dans toutes les composantes), des grandes écoles et des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), des sections de techniciens supérieurs (STS), des écoles d'ingénieurs, des écoles de gestion et de management et des écoles de la culture (écoles d'art et écoles d'architecture). Le taux de réponse brut était de 39 %. Les résultats présentés dans l'ouvrage correspondent à l'exploitation des 60 014 questionnaires entièrement remplis par les étudiants en cours d'études au moment de l'enquête.

Les réponses recueillies portent sur les conditions de vie de l'année universitaire 2019-2020, jusqu'au début du confinement de mars 2020, et ne prennent donc pas en compte le contexte particulier de la crise sanitaire.

### *L'enquête La vie d'étudiant confiné*

Afin de mesurer les effets de la crise sanitaire sur la vie étudiante, une enquête complémentaire a été réalisée entre le 26 juin et le 8 juillet 2020 auprès des répondants de l'enquête Conditions de vie 2020 ayant accepté d'être recontactés par l'OVE, soit 45 000 étudiants inscrits en 2019-2020 à l'université, en classes préparatoires aux grandes écoles, écoles d'ingénieurs, de commerce, de la culture ou de grands établissements. Parmi eux, 6 300 étudiants ont répondu à l'enquête complémentaire, ce qui représente un taux de participation brut de 14 %. L'analyse de ces résultats est fondée sur l'exploitation des 6 130 questionnaires entièrement renseignés.

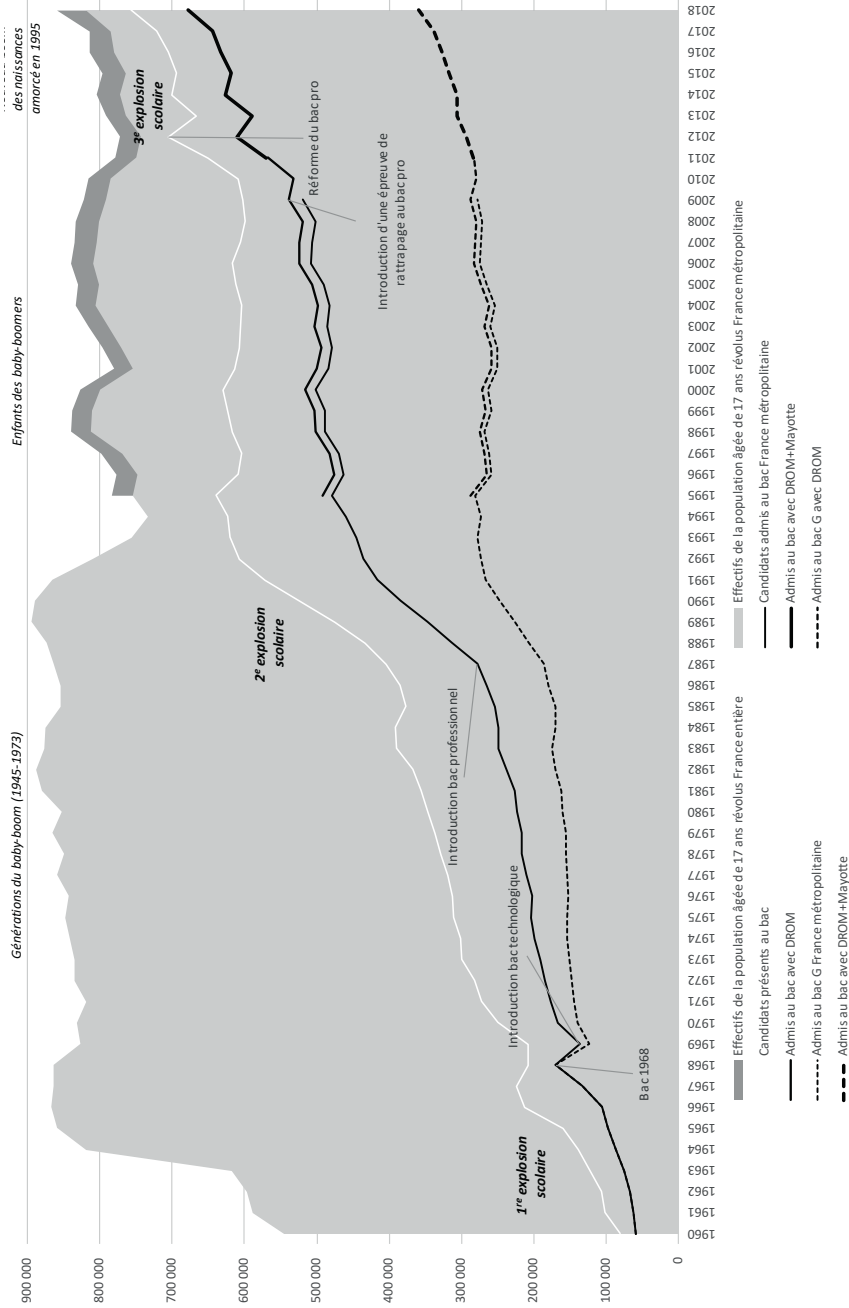
L'enquête complémentaire aborde les thématiques du logement, de l'activité rémunérée, des difficultés financières, de la santé, de la continuité pédagogique et, enfin, des perspectives d'avenir.

Décidé par le gouvernement pour faire face à la pandémie de COVID-19, le confinement du printemps 2020 a profondément bouleversé les habitudes et conditions de vie de la population française en imposant un repli sur la sphère domestique et le logement, « pierre angulaire des inégalités sociales »<sup>1</sup>. La fermeture des établissements scolaires et le passage à l'enseignement à distance ont alimenté de nouvelles inquiétudes sur le « décrochage scolaire », y compris dans l'enseignement supérieur (Bonnelly et Douat, 2020). La pandémie a par ailleurs accentué certaines inégalités en dégradant en premier lieu la situation des jeunes et des travailleurs précaires (Lambert et Cayouette-Remblière, 2021). La question de la précarité étudiante de même que celle de la détresse psychologique sont ainsi devenues des enjeux centraux dans le débat public. Les autorités ont cherché à y répondre dans l'urgence en ciblant les étudiants les plus vulnérables, mais se sont heurtées, en amont, à un défaut de connaissance de la population visée (Cour des comptes, 2022). Pourtant, si la crise sanitaire a révélé ou aggravé les difficultés rencontrées par certains étudiants, une partie d'entre elles lui étaient préexistantes et renvoient à des transformations plus vastes ou anciennes de l'enseignement supérieur qui se sont accélérées au début des années 2010. Certaines sont à rattacher à la croissance des effectifs étudiants, en lien avec les évolutions du baccalauréat qui détermine largement l'accès aux études supérieures (avec un taux de poursuite post-bac des lauréats autour de 77 % en 2019).

1. [https://www.ined.fr/fichier/s\\_rubrique/31312/programme.logement.dans.la.crise.fr.pdf](https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/31312/programme.logement.dans.la.crise.fr.pdf)

## Graphique 1

### Évolution des effectifs des candidats présents et admis au baccalauréat (sessions 1960 à 2018)



Source : INSEE pour la population âgée de 17 ans révolus, DEPP (rétrospective du baccalauréat) pour la période 1960-2009, MENJ-MESRI-DEPP (série chronologique sur le baccalauréat) pour la période 1995-2018.

Champ : les données accessibles sont soumises à des ruptures de série. Le champ couvre exclusivement la France métropolitaine jusqu'en 1995, vient s'ajouter ensuite la population des DROM (1995-2011) et enfin celle de Mayotte (2011-2018).

Lecture : à la session de 1966, on dénombre 212 839 candidats au baccalauréat et 105 839 admis. À cette date, la population en âge de présenter l'examen s'élevait approximativement à 867 504 jeunes. Cette population, âgée de 17 ans révolus en 1966, est née après-guerre durant le baby-boom.

Après deux massifications scolaires – la première connue par les enfants du baby-boom, la seconde par les élèves des années 1985-1995 –, la décennie 2000 a été marquée par une relative stagnation du nombre des candidats au bac et des inscrits dans l'enseignement supérieur (graphique 1). À l'aube des années 2010, la réforme du lycée professionnel a contribué à une nouvelle croissance des candidatures et des admissions au bac, fixant la proportion de bacheliers dans à une génération à près de 80 % (avec un saut de 10 points pour les lycéens professionnels entre 2009 et 2012)<sup>2</sup>. Le boom des naissances amorcé en 1995 – mais particulièrement saillant durant l'année 2000 – a également participé à la hausse des effectifs, plaçant l'enseignement supérieur sous pression 18 ans plus tard, au moment de leur accès aux études supérieures. À la rentrée universitaire 2019, le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur atteint ainsi des niveaux sans précédent : après onze années de croissance, on dénombre à cette date 2,73 millions d'inscriptions.

Parmi ces inscrits, on compte davantage de bacheliers professionnels que par le passé, dont nombre d'étudiants d'origine populaire. Si la croissance du nombre de candidats au bac (toutes séries confondues) coïncidait déjà dans les années 1980 à un mouvement d'ouverture sociale, celui-ci s'étend aux formations du supérieur sur la période récente, de telle sorte que l'on pourrait la qualifier de « troisième massification scolaire » (Rossignol-Brunet *et al.*, 2022). L'arrivée d'étudiants peu dotés socialement et scolairement alimente de longue date un discours sur le décrochage en licence ou sur le désajustement de ce public aux attentes universitaires, même s'il se dirige prioritairement vers d'autres cursus, à savoir les formations courtes et professionnalisantes de l'enseignement supérieur (Bodin et Orange, 2013). La ségrégation scolaire des filières s'est même renforcée ces dernières années : les poursuites d'études plus fréquentes des bacheliers professionnels vont de pair, par exemple, avec une orientation massive en direction des sections de technicien supérieur (Merlin, 2021).

L'augmentation de la population accueillie – y compris dans les licences universitaires qui absorbent encore la majorité des étudiants (là encore stratifiées selon le secteur disciplinaire) – n'a pas donné lieu à un plan d'investissement massif dans le supérieur<sup>3</sup>. La période actuelle se caractérise par une baisse de la dépense moyenne par étudiant (- 1,4 % par an en moyenne depuis 2014) ainsi que par celle des taux d'encadrement, mais de manière variable selon les filières : les étudiants des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), sélectionnés scolairement et socialement, bénéficient encore de davantage de ressources par rapport aux inscrits à l'université, avec un budget moyen par étudiant en 2019 de 16 260 euros en CPGE, contre 10 590 euros à l'université. Dans le prolongement des réformes récentes (loi LRU notamment), la tendance à la différenciation entre établissements a été accentuée sous le double effet de l'augmentation de la demande d'enseignement supérieur et des politiques d'affectation, autorisant, via le portail Parcoursup, une plus importante sélection des étudiants à partir de leurs dossiers scolaires. Parallèlement, on assiste ces dix dernières années à un essor des établissements privés de l'enseignement supérieur avec une hausse considérable de ses effectifs (+ 38 % depuis 2010). L'accélération de ces tendances depuis les précédentes enquêtes Conditions de vie des étudiants (2016, mais aussi 2013 et 2010) justifie de s'intéresser à la situation des étudiants à la veille de pandémie, mais permet aussi de comprendre les effets de la crise sanitaire sur les publics nombreux de l'enseignement supérieur et inégalement armés pour y faire face – tant en raison de leur parcours scolaire ou de leur position dans l'enseignement supérieur que de leurs ressources matérielles ou familiales. Les données

2. La réforme du baccalauréat professionnel aligne la durée du cursus sur celle des autres séries du baccalauréat. Mise en œuvre en 2008-2009, ses incidences se font sentir dans l'enseignement supérieur à partir de 2012.

3. *A contrario*, le plan Université 2000, fixé en 1990, visait à répondre à la hausse des effectifs et à la reconfiguration des publics étudiants par la construction de nouveaux pôles ou antennes universitaires. Ce plan de modernisation s'est accompagné d'une diversification de l'offre de formation et donc des parcours.

de l'Observatoire national de la vie étudiante permettent de dresser un panorama complet des parcours, conditions de vie objectives et ressenties des étudiants avant et pendant le confinement du printemps 2020.

L'ouvrage permet ainsi de mettre en lumière de grandes caractéristiques de la population étudiante, dont on sous-estime souvent la diversité et l'inégale répartition dans l'espace hiérarchisé de l'enseignement supérieur selon les propriétés sociales et scolaires, mais aussi selon le genre des étudiants (partie 1). Premier constat : les étudiantes sont aujourd'hui les plus nombreuses dans l'enseignement supérieur. Minoritaires dans les établissements d'enseignement supérieur au début du xx<sup>e</sup> siècle, les femmes représentent désormais une majorité d'étudiants (56 %). Si la féminisation de l'enseignement supérieur a contribué à sa démocratisation (Bugeja-Bloch et Couto 2018), les femmes restent sous-représentées dans certaines filières sélectives comme les classes préparatoires, et surtout, les grandes écoles scientifiques. Les cursus universitaires demeurent également divisés entre des formations « masculinisées », essentiellement en sciences et techniques, et des formations « féminisées » comme dans le domaine de la santé, les licences de lettres, langues et sciences humaines ou de droit, économie, gestion. Lorsqu'elles parviennent à accéder à des bastions masculins, c'est souvent au prix d'une sursélection scolaire et sociale (Blanchard, Orange et Pierrel, 2017) dont certains mécanismes sont analysés ici. Deuxième constat, il convient désormais de rompre avec la représentation de parcours linéaires et tubulaires des « bons » étudiants et de parcours accidentés des étudiants en difficulté, forcément issus des bacs les moins valorisés. Les contributions de cette partie montrent ainsi que la diversité des parcours, comme les réorientations et les bifurcations, concerne toutes les catégories d'étudiants et ne peut être simplement assimilée à des décrochages scolaires ou de l'échec, comme c'est encore trop souvent le cas (Bodin et Millet, 2011).

Les contributions de la deuxième partie considèrent les conditions de vie et d'études avant et/ou pendant la crise de la COVID-19 dans les différentes filières ou formations. La première se distingue des précédentes en articulant de manière heuristique données nationales et locales pour saisir les effets du confinement sur la réussite en licence, en tenant compte des adaptations pédagogiques mises en œuvre par les enseignants. Elle déplace ainsi le débat sur le décrochage en interrogeant la réussite paradoxale des étudiants durant cette période à l'image de ce qui s'est joué au moment du baccalauréat de mai 1968 (graphique 1). Les contributions suivantes portent une attention particulière sur l'appréciation subjective des étudiants : l'une se focalise sur l'évaluation par les étudiants de leur environnement d'études, l'autre s'intéresse à la manière dont ils appréhendent leurs conditions de logement et analyse dans quelle mesure ces dernières influent leur sentiment d'insécurité dans les études. Elle rappelle le rôle central des modes d'habitat dans la structuration des inégalités en France et appelle en conséquence à repenser les politiques en la matière. Ces trois textes ont en commun de pointer – au-delà de caractéristiques individuelles des étudiants – des effets de contexte sur les rapports aux études ou les parcours, et indiquent par voie de conséquence des marges de manœuvre existantes dans les politiques universitaires (nationales ou d'établissement) pour peser sur certains facteurs favorables à la réussite étudiante.

La troisième partie de l'ouvrage aborde des thématiques qui ont émergé (ou gagné en visibilité) durant la crise sanitaire : la précarité étudiante et la détresse psychologique des étudiants. Ces deux phénomènes ont été propulsés en tête des préoccupations durant le confinement, les étudiants se retrouvant isolés de leurs cadres de sociabilités ordinaires (avec le repli sur la sphère domestique) et privés, pour certains, d'une part de leurs ressources (avec l'affaiblissement de l'activité rémunérée). Or, les indicateurs servant à saisir la pauvreté dans la population générale ne sont qu'imparfaitement adaptés aux publics étudiants et la notion de « précarité » n'est pas stabilisée dans le

débat public. Dans ces domaines, les auteurs de cette partie apportent des contributions majeures et en grande partie inédites pour mieux « mesurer » et définir de façon plus précise ces questions. Si, de manière générale, le statut de l'emploi et le mode d'habitat occupent une place centrale dans l'exposition à l'insécurité économique, le coût des études (ou du temps consacré aux études) repose pour beaucoup en France sur les transferts familiaux dont certains sous la forme d'échange de services (achat de vêtements, de nourriture, etc.) restent insaisissables. Un chapitre propose, ici, une méthodologie originale pour saisir la pauvreté étudiante et dresse une typologie des étudiants concernés alors qu'un autre cherche à approcher le phénomène à travers la précarité ressentie des étudiants et s'interroge sur la montée effective du phénomène durant la pandémie. On constate aussi que les analyses menées dans ce chapitre, mais aussi dans le précédent (par d'autres auteures), convergent sur la question centrale du logement dans les difficultés rencontrées par les étudiants, ce qui ne manque pas d'interpeller des politiques d'aide sociale parfois uniquement centrées sur la question des bourses. La question de la détresse psychologique, dont on observe depuis plusieurs années l'importance croissante dans les enquêtes de l'OVE, pose, elle aussi, des problèmes de définition. Néanmoins, les analyses exposées dans l'ouvrage par les chercheurs en psychologie ne laissent que peu de doute sur l'essor particulier du phénomène sur la période et son lien avec les difficultés d'ordre financier (parmi d'autres facteurs).

Nous avons vu que la population étudiante se caractérise par sa diversité. Il n'est pas surprenant qu'elle entraîne des problématiques de discriminations et de reconnaissances liées à certaines propriétés des étudiants, que l'enquête de l'OVE permet de préciser. Ainsi, la quatrième partie de cet ouvrage s'intéresse à la manière dont les institutions marquent les individus à travers la reconnaissance institutionnelle (ou non) de certains statuts spécifiques – comme celui d'étudiants en situation de handicap – ou à travers l'expérience de traitements négatifs dans la notation et l'orientation en lien avec le statut migratoire. Un chapitre analyse le décalage entre le nombre d'étudiants qui se déclarent en situation de handicap et celui effectivement reconnu comme tel par les établissements. En effet, l'enquête CDV 2020 met en évidence que la population déclarant faire l'expérience d'un handicap ou d'un trouble de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur est bien supérieure à celle identifiée par les services susceptibles de les accompagner. L'auteur insiste sur la nécessité de considérer différents facteurs (les types de troubles, les limitations vécues et la variabilité des environnements d'études) pour comprendre ce phénomène. Derrière ce cas précis, c'est la question du recours ou non aux institutions que cette contribution (et la suivante sur le recours au soin) permet d'aborder avec pour particularité d'articuler caractéristiques individuelles et stratégies des étudiants (parmi lesquelles leur bagage scolaire ou la crainte de l'étiquetage) avec les spécificités des établissements d'inscription. Le chapitre sur les discriminations et violences racistes permet de mettre en lumière les difficultés ressenties par une partie des étudiants en raison de leurs origines (réelles ou supposées) et montre, en particulier, les situations critiques rencontrées par certaines étudiantes, victimes de discriminations aggravées par l'effet conjoint du genre et de l'origine migratoire.

De migration il est encore question dans la cinquième partie, qui considère la situation des étudiants en mobilité et les effets critiques de la période de confinement pour cette population spécifique, notamment les étudiantes et les étudiants en « hyper-éloignement » au regard de leur domicile d'origine, qu'il se situe dans un pays extra-européen ou dans des départements ou collectivités d'outre-mer. C'est l'un des intérêts de disposer d'un échantillon large tel que celui de l'enquête CDV, qui permet de considérer finement des populations minoritaires dans l'enseignement supérieur, parmi lesquels des étudiants qui traversent une partie du Globe pour réaliser ou

poursuivre leurs études. Il apparaît notamment que si les mobilités internationales sortantes se sont légèrement démocratisées ces dernières années grâce à l'ouverture sociale du programme Erasmus+ , elles demeurent peu accessibles à certains publics étudiants (en STS, de classes populaires ou aux femmes). En outre, certains types de mobilité ou destinations restent principalement proposés dans les établissements les plus prestigieux. En France, c'est la situation des étudiants en mobilité entrante qui apparaît très sensible, particulièrement dans le contexte de la crise sanitaire. Enfin, dans les départements ou collectivités d'outre-mer, les conditions de vie et d'études des étudiants ultramarins apparaissent plus difficiles que celle des étudiants métropolitains, notamment du fait d'une surreprésentation des catégories sociales populaires dans les DROM-COM. Ces difficultés ont été exacerbées durant la crise sanitaire, notamment pour les bacheliers ultramarins contraints d'étudier loin de chez eux ou de leurs proches en raison de l'offre de formation restreinte dans leur territoire d'origine.

La sixième partie, enfin, replace la question de la condition étudiante dans la société, au-delà des problématiques strictement universitaires. Elle rappelle en effet que les étudiantes et étudiants sont de jeunes adultes qui construisent, pendant leurs études, des comportements en matière de santé ou de vie sentimentale, notamment. De quelle façon la poursuite des études influence-t-elle ces comportements ? Comment pèsent ou non les contextes locaux, les conditions de vie et d'étude ? Cette partie s'intéresse également au fait qu'une partie des étudiants est incluse dans la génération qui va devoir affronter des bouleversements climatiques nouveaux ou répondre aux défis posés par la transition écologique à l'œuvre. Un chapitre s'intéresse à la manière dont ce souci des évolutions climatiques se manifeste chez les étudiants en France et cherche à en identifier les déterminants scolaires et/ou sociaux, avant d'analyser les éventuelles modifications des pratiques et des engagements étudiants engendrées par ces enjeux climatiques et environnementaux. C'est en ce sens qu'il nous est apparu nécessaire d'intégrer dans l'enquête CDV la question environnementale afin de tenter d'approcher la façon dont les étudiantes et les étudiants s'en emparent ou la perçoivent.

Si les données administratives, telles que celles des systèmes d'information et d'études statistiques du ministère (SIES), permettent de saisir l'inégale distribution des étudiants selon leur origine sociale, scolaire ou leur genre dans les formations de l'enseignement supérieur, seule l'enquête Conditions de vie de l'Observatoire national de la vie étudiante permet de détailler quelles réalités concrètes se dissimulent derrière ces inégalités en termes de conditions d'études, de soutien familial, de mode d'habitat, de recours à un emploi rémunéré pour financer les études ou encore d'accès au soin et d'engagements étudiants. En cela, elle permet de comprendre dans toute leur complexité les expériences étudiantes avant et pendant la crise sanitaire. Le panorama proposé dans cet ouvrage montre la nécessité de concilier l'analyse des parcours d'études à celles des conditions matérielles d'existence, les deux aspects ne pouvant se comprendre l'un sans l'autre. Par ailleurs, il souligne l'intérêt d'articuler les conditions concrètes de vie et d'études aux perceptions (subjectives) qu'en ont les étudiants. De fait, l'une des forces de l'enquête est d'articuler ces deux dimensions objectives et subjectives, en s'intéressant à la façon dont les étudiants vivent leurs expériences de l'enseignement supérieur. Les questions sur les inégalités de traitement ressenties ou sur les violences sexistes et sexuelles font par exemple apparaître tout un pan des expériences étudiantes vécu négativement sous le registre de la discrimination, de l'agression ou l'humiliation. De même, l'enquête montre une certaine vulnérabilité financière et économique qui touche certaines catégories d'étudiants et inscrit leur vécu des expériences étudiantes sous le prisme de la fragilisation, d'autant plus marqué du fait de la crise sanitaire. De la même façon, certaines propriétés des étudiants (origine sociale modeste, baccalauréat technologique ou professionnel, nationalité étrangère...) nous renseignent sur la façon dont ils vivent leurs études supérieures, notamment marquées par l'incertitude

quant aux rapports aux représentants de l'institution, aux résultats ou à l'avenir. Dans un contexte où le passage dans l'enseignement supérieur concerne désormais une majorité de jeunes, mais où, également, l'accès à un diplôme conditionne plus que par le passé la suite des parcours, l'hétérogénéité des publics s'accompagne ainsi d'une pluralité de manières de se représenter et de vivre les études supérieures.

## RÉFÉRENCES

---

- Blanchard M., Orange S., Pierrel A., « La noblesse scientifique. Jugements scolaires et naturalisation des aspirations en classes préparatoires aux grandes écoles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017/5, n° 220, p. 68-85.
- Bodin R., Millet M., « La question de l'«abandon» et des inégalités dans les premiers cycles à l'université », *Savoir/Agir*, 2011/3, n° 17, p. 65-73.
- Bodin R., Orange S., *L'université n'est pas en crise : Les transformations de l'enseignement supérieur : enjeux et idées reçues*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2013.
- Bonnéry S., Douat E., (dirs.), *L'éducation au temps du coronavirus*, Paris, La Dispute, 2020.
- Bugeja-Bloch F., Couto M.-P., « Le Parcoursup des filles. Classe et genre à l'université », *La Vie des idées*, 1<sup>er</sup> juin 2018, URL : <https://laviedesidees.fr/Le-Parcoursup-des-filles.html>
- Cour des Comptes, *Le soutien de l'État à la vie étudiante*, Rapport public annuel, 2022.
- Lambert A., Cayouette-Remblière J., (dirs.), *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, La Tour d'Aigues, INED, Éditions de l'Aube, 2021.
- Merlin F., « Une sélection à répétition : l'accès des bacheliers professionnels à un diplôme de l'enseignement supérieur », thèse de doctorat, Université Bourgogne Franche-Comté, 2021.
- Gruel L., Galland O., Houzel G., (dirs.), *Les étudiants en France. L'histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.
- Lahire B., *Les manières d'étudier*, Paris, La Documentation française, 1997.
- Rosignol-Brunet M., Frouillou L., Bugeja-Bloch F., « Ce que masquent les «nouveaux publics étudiants» : les enjeux de la troisième massification de l'enseignement supérieur français », *Lien social et Politiques*, n° 89, 2022, p. 58-85.